Résolution

La paix maintenant ! Contre l'invasion russe, ensemble pour la paix et la solidarité avec toutes et tous qui souffrent de cette guerre



Le 24 février, le président russe Vladimir Poutine a donné l'ordre d'attaquer l'Ukraine. Nous voyons avec stupeur les images de violence et de détresse. Nous condamnons cette guerre d'agression contre l'Ukraine, qui va à l'encontre des principes de la Charte des Nations Unies, du droit international et de l'humanité. Il n'y a aucune justification à cela. Il faut un cessez-le-feu immédiat, le retrait inconditionnel des troupes russes, des négociations diplomatiques et la condamnation des criminels de guerre.

Le rêve pour lequel le peuple ukrainien se bat est aussi simple que fort : liberté, démocratie, prospérité – et adhésion à l'Union européenne. La Géorgie et la Moldavie ont également demandé à adhérer immédiatement à l'UE. Tout cela montre combien le projet européen est attractif. En Suisse aussi, nous sommes appelés à nous demander ce que nous pouvons apporter à la coopération européenne, au lieu de nous contenter d'en profiter et de poser des exigences.

Plus d'un million de personnes sont en fuite. La faim et la misère règnent. L'Ukraine a besoin de soutien humanitaire, maintenant ! L'aide doit être accordée à toutes et à tous, sans distinction d'origine ou de couleur de peau. La Suisse doit accueillir généreusement les réfugiés et ne doit pas répéter les erreurs du passé, lorsque, sous le titre « orientation vers le retour », les réfugiés des Balkans ont été empêchés pendant des ans de s'intégrer dans la société, avec des conséquences négatives pour nous tous.

Lundi dernier, le Conseil fédéral a cédé à la pression politique et s'est rallié aux sanctions de l'Union européenne contre le régime de Poutine. Mais la Suisse continue d'assurer une grande partie du commerce des matières premières russes. Nous devons maintenant faire en sorte que la guerre d'agression russe ne soit plus financée à partir d'ici.

La pensée militaire par blocs et le réarmement mènent à une impasse. La sécurité n'existe que par le renoncement global aux armes nucléaires et le désarmement universel, ainsi que par plus de justice sociale et de démocratie, dans le monde entier. Nous nous engageons pour des solutions pacifiques et soutenons les personnes courageuses qui s'engagent en Russie pour la paix et contre la guerre, malgré une répression massive.

Nous exigeons:

- La paix maintenant, l'arrêt des combats et retrait inconditionnel des troupes russes.
- Des négociations sur une solution politique ainsi que sur des mesures de désarmement et de contrôle des armements doivent suivre et la condamnation de tous les criminels de guerre par la Cour pénale internationale.
- Des sanctions et des contrôles du commerce des matières premières doivent empêcher que la guerre soit financée depuis la Suisse. La transition des énergies fossiles et nucléaires vers les énergies renouvelables devient encore plus urgente.
- La Suisse doit s'engager auprès de l'UE pour que tous les réfugiés d'Ukraine soient traités de la même manière, y compris les nombreux étudiants de pays comme l'Inde, le Nigeria ou le Maroc. Ils méritent toutes et tous la même protection et les mêmes droits.
- Le statut de protection S doit être accordé à toutes les personnes vulnérables, dès le premier jour sans délai d'attente le droit au travail, au logement, à l'éducation des enfants, aux soins médicaux, à l'aide sociale et à l'aide à l'intégration, ainsi que la liberté de voyager.
- Nous ne sommes en sécurité qu'avec celles et ceux qui partagent nos valeurs. Il n'est plus acceptable de faire du parasitisme. La Suisse doit contribuer et participer à la coopération européenne, au renforcement du droit international et de l'ONU et contribuer à l'architecture de sécurité paneuropéenne dans le cadre de l'OSCE.

Approuvé par la Conférence annuelle du PS Migrant-e-s suisse du 5 mars 2022